

Les mono-villes, un véritable casse-tête pour le pouvoir biélorusse

Description

Le système biélorusse de mono-villes, hérité de l'Union soviétique, ne pourra plus fonctionner durablement si de nouvelles mesures permettant de remédier aux problèmes actuels ne sont pas prises rapidement. Or ces mesures, pour indispensables qu'elles soient, tardent à arriver.

La Biélorussie reste l'un des pays de l'espace post-soviétique où l'héritage de l'« empire » se fait très fortement sentir, de l'architecture au mode de vie, en passant par l'hymne et le drapeau officiels. Parmi les nombreux héritages économiques de cette époque, on retrouve aujourd'hui, comme d'ailleurs dans d'autres États post-soviétiques (Russie, Ukraine, Moldavie, etc.), les mono-villes.



Un héritage soviétique

Ces villes « mono-industrielles », souvent liées à des activités minières, se sont développées autour d'un complexe industriel, appelé « kombinat » à l'époque de l'URSS, lorsque 20 à 25 % de la population en âge de travailler était employée par une seule usine. Aujourd'hui, dans l'espace post-soviétique, la notion de mono-ville est utilisée pour désigner les centres urbains où la part de la population active dans un même secteur varie, selon les définitions, entre 20 et 50 %, et où l'on constate une forte dépendance vis-à-vis d'une seule branche dans la structure de l'économie urbaine (habituellement plus de 50 %)^[1]. Ce système a pu fonctionner dans un environnement où les commandes dépendaient de l'État, mais il s'est effondré, presque sans exception, à la suite de la disparition de l'Union soviétique. Après 1991, les États apparus sur les débris de l'URSS ont eu tendance à abandonner ce type de centres urbains. Mais, très rapidement, l'explosion du chômage et la paupérisation de la population sont venues rappeler aux autorités qu'il était urgent de s'occuper de cet héritage soviétique.

Dans le cas biélorusse, les mono-villes sont un vrai casse-tête pour l'État. Le pouvoir d'Alexandre Loukachenko trouve sa légitimité, entre autres, dans la prétendue stabilité sociale de son pays, en mettant en avant le taux de chômage qui reste faible (6 % en moyenne) et la sécurité de l'emploi. De ce point de vue, les mono-villes représentent un gigantesque chantier car les taux de chômage y sont très élevés et la situation sociale y est critique. Ces villes mettent à mal le « système Loukachenko » et révèlent combien ses fondements, notamment économiques, sont fragiles. La situation actuelle et les perspectives d'évolution

semblent si inquiétantes qu'elles nécessitent une véritable prise en considération du problème au niveau de l'État.

L'impact des mono-villes biélorusses

Il y a plus d'une décennie déjà, dans leur rapport intitulé *L'économie et la société de la Biélorussie : déséquilibres et perspectives de développement* (2004-2005), les experts du programme de développement de l'ONU avançaient que le niveau de développement de plus de 70 centres urbains de Biélorussie dépendait du travail d'une seule entreprise.

Aujourd'hui, selon Ekaterina Antipova, docteur en géographie et professeur à l'Université de Minsk, il existe en Biélorussie 49 mono-villes, où vivent 19 % de la population urbaine du pays [2]. Quarante de ces villes sont industrielles ou agro-industrielles, neuf sont tournées vers des activités touristiques ou de loisirs.

Le phénomène de mono-villes est caractéristique des oblasts de Vitebsk, Minsk et Moghilev et concerne essentiellement des entreprises exerçant dans les secteurs de la transformation du bois, des matériaux de construction, de la chimie et pétrochimie, des équipements et de la métallurgie.

D'un point de vue démographique, selon E. Antipova et A. Titov, les mono-villes biélorusses suivent globalement les mêmes tendances que celles constatées dans l'ensemble du pays et qui conduisent à la diminution globale de la population, sur fond de légère reprise des naissances. Mais, la différence des indicateurs moyens enregistrés sur l'ensemble du pays, ceux des mono-villes suivent une dynamique négative accentuée : les taux de mortalité y sont plus élevés et la diminution naturelle de la population y est plus accentuée que dans les autres régions. Les villes de Soligorsk et de Jodino sont des archétypes de ces tendances. Or, justement, la part de la population employée dans une unique entreprise industrielle y est supérieure à 50 %.

Certaines de ces villes mono-industrielles restent relativement fonctionnelles et leurs entreprises sont généralement rentables. À Salihorsk par exemple, où se trouve le producteur de potasse Belaruskali, les niveaux de salaires sont comparables à ceux de la capitale, Minsk. Belaruskali est même considérée comme l'entreprise la plus rentable de Biélorussie et la ville de Salihorsk comme l'une des plus riches du pays. Il s'agit d'une exception: la majorité des mono-villes biélorusses connaissent en effet depuis plusieurs années une dégradation économique et sociale d'ampleur et leurs entreprises «à piliers» rencontrent de graves difficultés.

Selon Olga Karatch, leader de l'ONG Nach Dom (Notre maison), les mono-villes biélorusses peuvent schématiquement se diviser en deux catégories: celles qui sont favorisées et les autres [3]. Le second groupe est majoritaire et comprend des villes comme Rechytsa, Yelsk, Narovlya, Belitsk, Kostyukovich, Elizovo, Gorodets, Colonnes, Krasnaya Sloboda, Mikashevichi, Telekhany, Prouzhany, Kosovo, Lyntoupy, Novoloukoml, Krasnoselsky et bien d'autres encore. La prépondérance des mono-villes «à problèmes» dans l'ensemble des centres urbains de cette catégorie ainsi que, qualitativement, leurs caractéristiques démographiques et socio-économiques inquiétantes appellent d'urgence la recherche de solutions.

À la recherche des solutions possibles

En Biélorussie, comme dans bien d'autres pays du monde (et non pas seulement dans l'espace post-soviétique), les autorités rencontrent des difficultés à donner une nouvelle vie aux mono-villes dont, bien souvent, les industries principales sont en train de mourir. Selon Ryhor Astapenia, directeur du développement au Centre Ostrogorski et rédacteur en chef du magazine biélorusse *Idea*, le gouvernement biélorusse est actuellement face à un dilemme: il ne peut laisser les entreprises des mono-villes faire faillite sans aggraver la situation socio-économique délicate de ces centres urbains. Cependant, le maintien en activité de ces entreprises devient une tâche d'autant plus difficile que le gouvernement n'a pas les ressources financières nécessaires pour les tenir à bout de bras[4].

Quelles solutions offrent au développement des mono-villes en Biélorussie ? Plusieurs modèles sont aujourd'hui étudiés par les socialistes. La première solution serait, dans le contexte de diminution des recettes et de fragilité économique qui caractérisent la Biélorussie aujourd'hui, de stopper les aides directes de l'État aux entreprises des mono-villes. De fait, il s'agirait de provoquer ainsi la faillite d'un grand nombre d'entre elles. Jugée par certains inévitable, cette option radicale enclencherait (mais à quel prix!) une diversification économique dans les villes concernées. Un autre modèle consisterait à réduire le fardeau fiscal ainsi que le coût des prêts, à maîtriser l'inflation et à mettre en œuvre des mécanismes de motivation à travailler dans les entreprises piliers des mono-villes. Ces mesures permettraient d'attirer des investisseurs dans ces entreprises. Olga Karachi propose même de les privatiser et de veiller à ce que l'argent des investisseurs soit effectivement destiné aux budgets locaux et soit rigoureusement utilisé aux fins prévues, permettant la création de nouveaux emplois. Des restructurations sont également nécessaires. Sur ce terrain, des investisseurs étrangers peuvent apporter des solutions, à condition que le gouvernement s'ouvre à ce genre d'intervention. En effet, bien que la Biélorussie se situe aujourd'hui à la 44^{ème} place dans le classement *Doing Business 2016* de la Banque mondiale[5] (un score tout à fait honorable comparé à ceux d'autres pays post-soviétiques, exception faite des États baltes, membres de l'Union européenne depuis 2004), le pays a cependant des progrès à faire en matière de facilité et de sécurité des affaires.

La restructuration socialement responsable est, enfin, souvent invoquée comme l'un des outils susceptibles de résoudre les problèmes des mono-villes. Elle implique la prise en compte de l'ensemble des parties prenantes, à savoir employeurs, salariés, pouvoirs locaux et société civile. Cependant, pour que ce type de mesures puisse être adopté en Biélorussie, il est indispensable de passer par une formation du personnel potentiellement impliqué dans ce processus. Il ne s'agirait donc définitivement pas d'une solution de court terme.

Quel que soit le modèle mis en œuvre (la liste esquissée dans cet article n'étant bien évidemment pas exhaustive), il est incontestable que des efforts doivent être faits par le gouvernement biélorusse pour trouver une solution durable au problème des mono-villes. Les restrictions budgétaires actuelles et les difficultés économiques se présentent plutôt à repousser encore l'adoption de réformes. Il n'en demeure pas moins que la résolution de ce casse-tête hérité de l'URSS devient urgente.

Notes

:

[1] Ekaterina Antipova, Anton Titov, « K voprossou o teoreticheskoj souchtchnosti definitsii Monogoroda », *Problemy i perspektivy sotsialno-ekonomitcheskoj geografii*, Materialy mejdounarodno-naoutchno-praktitcheskoj konferentsii, 12-14 novembre 2015, Minsk.

[2] [Ekaterina Antipova, Anton Titov, « Dinamika prostranstvenno-funktsionalnoj strouktoury monogorodov Belaroussi \(na primere Soligorska, Jodino i Kritcheva\) », janvier 2016.](#)

[3] [« 6,5 % Belorussov pod ougrozou nichtchety. Kak spasti jitele provintsii v sloutchaie bankrotstva mestnogo predpriatia », News TUT.BY, 14 octobre 2014.](#)

[4] [Ryhor Astapenia, « Will Belarusian Single-Industry Towns Survive ? », Belarus Digest, 22 juin 2016.](#)

[5] [Doing Business 2016, Banque mondiale.](#)

Vignette : Le site de production de potasse Belaruskali (mine de Berezovski). Photo : kali.by.

* Katsiaryna ZHUK est enseignante en géopolitique et en design informationnel à l'école de management de Grenoble, collaboratrice du Centre d'étude en géopolitique et gouvernance.

244x78

Image not found or type unknown

date création

11/10/2016

Champs de mots

Auteur-article : Katsiaryna ZHUK*